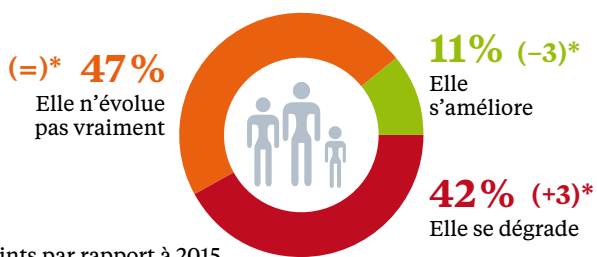


Les Français plébiscitent l'agro-écologie pour nourrir le monde

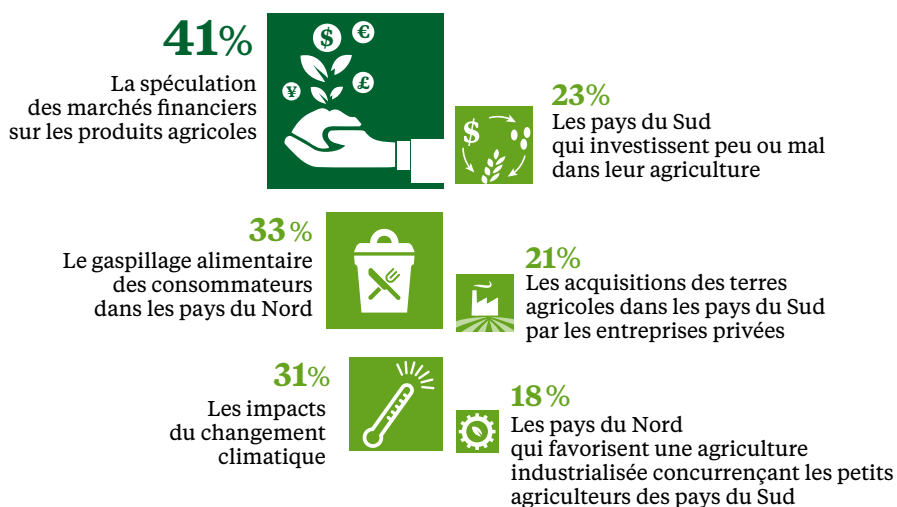
LE CONSTAT

? Concernant la faim dans le monde, avez-vous le sentiment que, ces dernières années, la situation s'améliore, se dégrade ou qu'elle n'évolue pas vraiment ?



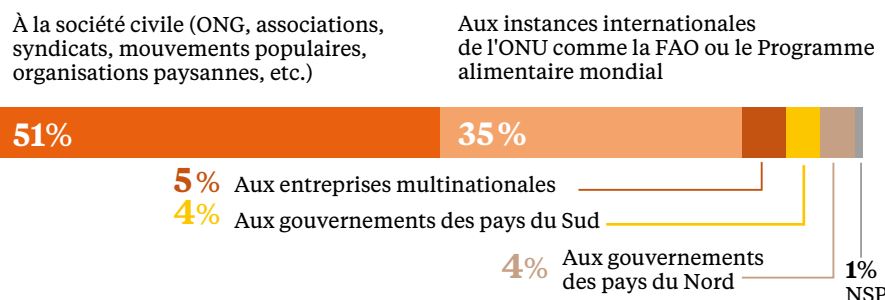
* Variation en points par rapport à 2015

? Parmi les propositions suivantes, quelles sont, selon vous, les principales causes de la faim dans le monde ? Deux réponses possibles



LES SOLUTIONS

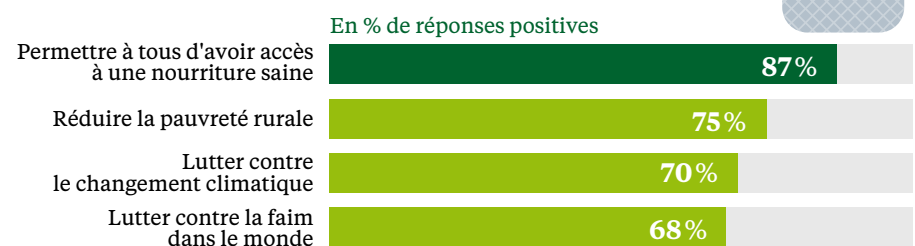
? Pour lutter contre la pauvreté et la faim dans le monde, à qui faites-vous le plus confiance ?



? Quel modèle d'agriculture faut-il selon vous développer en priorité pour nourrir le mieux possible l'humanité d'ici 2030 ?



? Selon vous, l'agro-écologie peut-elle être une solution d'avenir pour... Plusieurs réponses possibles



La 10^e édition du baromètre CCFD-Terre solidaire l'atteste : pour neuf Français sur dix, la faim dans le monde reste préoccupante.

Pour y remédier, une majorité promet un nouveau modèle agricole, plus respectueux de la nature, mais aussi de l'homme.

Au début de ce siècle, la communauté internationale s'est fixé un projet aussi louable qu'ambitieux : réduire de moitié le nombre de pauvres et de gens souffrant de la faim dans le monde à l'horizon 2015. Seize ans plus tard, on peut se réjouir que le premier des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ait été quasiment atteint.

Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes

en situation de sous-alimentation – autrement dit qui ne mangent pas assez pour mener une vie active et en bonne santé – a chuté. Il est passé de 1 milliard en 1990-1992, soit 18,6 % de la population mondiale, à 800 millions, soit 10,9 % du nombre d'humains.

Mais cette amélioration globale cache des disparités préoccupantes, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, deux régions qui concentrent la majorité des habitants qui manquent encore de nourriture, dont 50 millions touchés chaque année par des famines.

« Une autre raison de s'inquiéter tient à la méthode de calcul de la FAO qui ne tient pas compte de la "faim silencieuse", celle qui touche les familles paysannes des zones reculées. Une "malnutrition structurelle" qui concerne sans doute 2 milliards d'êtres humains à travers la planète et fait des millions de victimes dans l'indifférence générale », précise Maureen Jorand, chargée de plaider au CCFD-Terre solidaire.

Chaque année, l'association chrétienne de solidarité internationale, première ONG française de développement, publie un « baromètre » sur ce sujet en partenariat avec La Croix. Et la dixième édition de ce sondage montre que les Français restent sceptiques malgré les progrès accomplis.

La méthode de calcul de la FAO ne tient pas compte de la « faim silencieuse », celle qui touche les familles paysannes des zones reculées.

Si l'on ajoute à ceux qui estiment que la situation « n'évolue pas vraiment » (47 %) ceux qui considèrent qu'elle « se dégrade » (42 %), cela fait en effet neuf Français sur dix pour qui le bilan reste sombre. « Une proportion

qui s'explique par la multiplication de crises dues à la hausse des prix des aliments, aux guerres, aux catastrophes naturelles qui ont frappé de nombreuses régions au cours des mois écoulés si l'on pense à la Syrie, à Madagascar, l'Éthiopie ou Haïti encore tout récemment », souligne Maureen Jorand.

Pour autant, ce pessimisme n'incite pas au fatalisme, les Français ayant une idée assez précise des causes qui expliquent cette situation et, surtout, les moyens pour y remédier. « La spéculation financière sur les marchés des produits agricoles est désignée, cette année encore, comme la principale responsable de la faim dans le monde assez loin devant le gaspillage alimentaire des pays du Nord et les impacts du changement climatique », précise Julie Gaillot, de l'institut CSA.

Autres acteurs pointés du doigt : les multinationales, en particulier celles du secteur

agroalimentaire, dont l'activité est jugée néfaste par 84 % des sondés, une majorité appelant même à mieux les réglementer, quitte à contrôler leur accès aux ressources des pays du Sud.

De même, 89 % des Français estiment que le modèle dominant d'une agriculture industrielle, basée sur l'emploi massif de produits chimiques censés assurer de hauts rendements, est dépassé et doit céder la place à une agriculture de petits exploitants, modèle à « développer en priorité pour nourrir le mieux possible l'humanité d'ici à 2030 ».

« Même s'ils n'ont pas toujours une claire notion de ce que cela recouvre, ils plébiscitent en fait l'agro-écologie, une vision développée dans les années 1990 par la Voie paysanne, "Via Campesina" en espagnol, un mouvement international qui coordonne des communautés rurales sur tous les continents et milite pour le droit à la souveraineté alimentaire », explique Maureen Jorand. ●●●

●●● Le concept, assez large, propose d'organiser la transition vers une agriculture plus durable en s'appuyant sur quelques principes de base : la promotion de techniques agraires moins gourmandes en ressources ; le développement de circuits courts, de marchés locaux ou régionalisés, qui permettent de mieux valoriser la production ; la mise en place d'organisations de producteurs alliés aux consommateurs pour garantir la qualité des produits tout en assurant un revenu digne de ce nom à l'exploitant.

Les comportements « vertueux » commencent à infuser dans le grand public.

« Ce système remporte un succès certain dans les pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique du Sud, car il a prouvé, sur le terrain, son efficacité à remplir le triple objectif de nourrir la population, de maintenir un tissu rural important tout en respectant l'environnement », souligne Jean-Baptiste Millard, du laboratoire d'idées Saf Agr'idées. « Mais la nouveauté, c'est qu'il commence à prendre également dans les pays développés, notamment en France », poursuit-il.

L'agro-écologie ? Simon Pacoury, 27 ans, est tombé dedans quand il était petit. Installé depuis 2013 avec ses parents sur une exploitation de 130 hectares à Mantilly,

dans l'Orne, il revendique, avec fierté, de « travailler comme on le faisait au Moyen Âge » et assure que cette manière de faire lui assure une marge plus que satisfaisante.

Son secret ? « Organiser une symbiose quasi totale entre nos activités laitière et cidricole, en utilisant les 25 hectares de poiriers et de pommiers de haute tige comme pâturage à l'année pour nos 96 vaches normandes », raconte-t-il. Une technique ancestrale qui permet une valorisation maximum des ressources : de l'herbe aux fruits véreux jusqu'au marc, sous-produit du jus, qui servent de nourriture aux animaux qui fertilisent en retour le sol. « On n'a rien inventé depuis, sauf peut-être le poiré AOC, un "cidre à la poire" qui remporte un vrai succès », sourit-il.

Si l'expérience est prometteuse, elle reste malgré tout isolée. En 2012, le ministère de l'agriculture a bien lancé un plan pour promou-

voir ce nouveau modèle, mais sans vraiment réussir à élargir le petit cercle des pionniers.

Les Français, eux, se disent prêts à l'aventure. Éviter le gaspillage, favoriser les circuits courts, consommer plus de fruits et légumes de saison, bio de préférence, manger moins de viande : ils auraient même déjà, à en croire le sondage, changé leurs habitudes pour un comportement plus responsable. Ce qu'atteste Pascale Hébel, directrice du Crédoc : « Sans doute existe-t-il encore un décalage entre le déclaratif et la réalité, mais sous l'effet des crises économique et écologique, les comportements "vertueux" commencent à infuser dans le grand public. »

La prise de conscience est urgente : dans le court laps de temps qu'il faut pour lire cet article, une trentaine de personnes sont mortes de faim quelque part sur cette terre. **Antoine d'Abbundo**

repères

Un humain sur neuf souffre de la faim

795 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit un humain sur neuf. La grande majorité vit dans des pays en développement (PVD), où 12,9 % de la population est sous-alimentée.

L'Asie comprend deux tiers des personnes sous-alimentées, mais l'Afrique subsaharienne est la région avec la plus forte prévalence, avec une personne sur quatre touchée.

La malnutrition provoque la mort de 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans chaque année, soit près de la moitié (45 %) des causes de décès. Un enfant sur six, soit 100 millions d'enfants, souffre d'insuffisance pondérale dans les pays en développement. Un enfant sur quatre souffre de retard de croissance.

Si les agricultrices avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde pourrait diminuer de 150 millions.

(Source Programme alimentaire mondial)

Au Brésil, une autre agriculture s'installe

Des paysans du Nordeste ont découvert que les Brésiliens des villes voulaient manger bio.

Aroeiras
De notre envoyé spécial

Reginaldo, un paysan de la région du Nordeste, s'est converti il y a un an à l'agro-écologie. Il n'est pas le seul dans son village, à deux heures de route de Campina Grande, à « avoir changé de technologie. Avant je faisais uniquement du haricot rouge et du maïs », explique-t-il au visiteur, en sirotant une infusion.

L'ONG brésilienne Centrac, partenaire historique du CCFD-Terre solidaire a aidé à créer des citernes en béton pour retenir l'eau, si précieuse dans cette région exposée à la sécheresse. Reginaldo s'est mis à la culture des légumes sur son hectare de terres escarpées où il élève aussi poules et cochons. « Avant ma citerne, je portais l'eau sur la tête ».

Maintenant, il vend ses légumes sur le marché écologique du samedi, à Camina Grande. À côté de lui, Nelson explique que « les gens de la ville en ont marre de se faire empoisonner par les pesticides et les OGM. C'est la clé du succès de nos produits ». Résultat : « les gens restent sur notre terre. Ils ne partent plus vers les villes du sud du pays, comme c'était le cas pendant des décennies ».

Nelson comme Reginaldo redoutent une inflexion de la politique fédérale, maintenant que leurs héros – « Lula et Dilma, qui ont enlevé la pauvreté de nos âmes » – sont en difficultés politiques et judiciaires. Parmi les dispositifs mis en place par ces derniers, les prêts Pronaf permettent aux agriculteurs d'emprunter un millier d'euros pour acheter des animaux ou des semences, et la garantie Safra leur sert d'assurance en cas de sécheresse et de mauvaise récolte. C'est ainsi qu'ils ont pu se lancer dans l'agro-écologie.

Pierre Cochez